



HAL
open science

Ciudad Bolivar et les rives de l'Orénoque, paysage culturel en péril

Elodie Salin, Didier Ramousse

► **To cite this version:**

Elodie Salin, Didier Ramousse. Ciudad Bolivar et les rives de l'Orénoque, paysage culturel en péril : Les défis de la patrimonialisation d'une ville historique au Venezuela. Géographie et cultures, 2014, J'égo-géographie..., 89-90, pp.219-239. 10.4000/gc.3274 . halshs-02380438

HAL Id: halshs-02380438

<https://shs.hal.science/halshs-02380438>

Submitted on 26 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ciudad Bolivar et les rives de l'Orénoque, paysage culturel en péril

Les défis de la patrimonialisation d'une ville historique au Venezuela

Ciudad Bolivar and the banks of the Orinoco, cultural landscape at risk: the challenges of the heritage of a historic town in Venezuela

Élodie Salin et Didier Ramousse



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/gc/3274>

DOI : 10.4000/gc.3274

ISSN : 2267-6759

Éditeur

L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2014

Pagination : 219-239

ISBN : 978-2-343-06346-1

ISSN : 1165-0354

Ce document vous est offert par Le Mans Université



Référence électronique

Élodie Salin et Didier Ramousse, « Ciudad Bolivar et les rives de l'Orénoque, paysage culturel en péril », *Géographie et cultures* [En ligne], 89-90 | 2014, mis en ligne le 27 octobre 2015, consulté le 26 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/gc/3274> ; DOI : 10.4000/gc.3274

Ce document a été généré automatiquement le 26 novembre 2019.

Ciudad Bolívar et les rives de l'Orénoque, paysage culturel en péril

Les défis de la patrimonialisation d'une ville historique au Venezuela

Ciudad Bolívar and the banks of the Orinoco, cultural landscape at risk: the challenges of the heritage of a historic town in Venezuela

Élodie Salin et Didier Ramousse

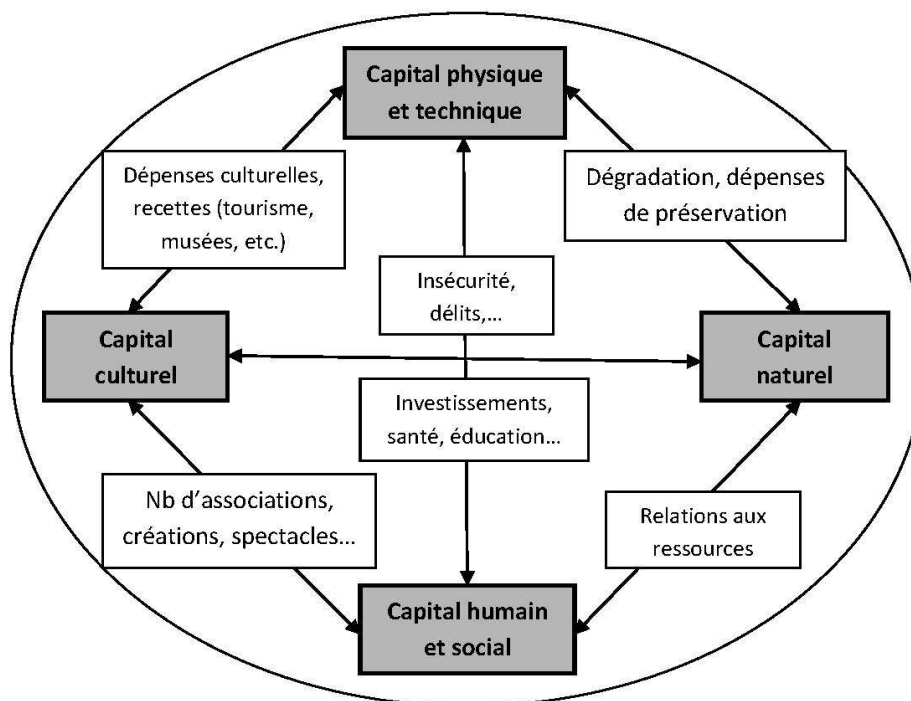
- 1 Le Venezuela, identifié comme pays pétrolier, se caractérise également par une biodiversité exceptionnelle et quelques survivances architecturales des époques coloniale et républicaine, comme la ville de Ciudad Bolívar qui constitue une des portes d'accès aux espaces naturels protégés de la Guyane vénézuélienne. Mais la valorisation de ce patrimoine demeure modeste par rapport à d'autres pays d'Amérique latine, car les processus de patrimonialisation et de mise en tourisme sont relégués au second plan par l'économie et la « culture » du pétrole, qui ont contribué à la détérioration des cultures créoles et à la constitution d'enclaves touristiques standardisées pour le tourisme national comme l'île Margarita. Non seulement l'exploitation pétrolière procure des revenus cent fois plus élevés que ceux du tourisme, mais la surévaluation de la monnaie, les conflits d'usage avec les activités extractives ou pétrochimiques, l'insécurité résultant de tant de richesses si mal réparties, l'absence d'une culture du service aux personnes, n'ont guère favorisé une valorisation touristique du patrimoine. Ainsi, depuis une dizaine d'années l'inscription de Ciudad Bolívar comme patrimoine mondial se trouve bloquée sur la liste indicative de l'UNESCO et cette ville ne demeure pour les touristes qu'une étape sur le chemin des destinations finales du massif guyanais. Cependant, les projets de développement liés à l'essor de l'exploitation de la Ceinture Pétrolière de l'Orénoque, sur l'autre rive du fleuve, sont à l'origine de menaces et d'opportunités qui pourraient susciter un intérêt nouveau pour la sauvegarde et la valorisation de ce patrimoine dans le cadre d'une économie résidentielle (Davezies, 2009). Après avoir établi un diagnostic du patrimoine urbain de Ciudad Bolívar (Municipalité de Heres), il s'agit de proposer une analyse des obstacles internes et externes qui freinent le processus de patrimonialisation

et empêchent cette candidature d'aboutir. La pertinence de la catégorie « paysage culturel » appliquée à *Ciudad Bolívar et les rives de l'Orénoque* sera discutée à travers une approche comparative des modalités de sélection des biens postulant à la liste du patrimoine mondial, à la lumière d'une réflexion sur les critères d'universalité et leur articulation aux valeurs locales mises en exergue. Paysage culturel, confronté à des problèmes de gestion urbaine et exposé aux pressions liées à une exploitation plus intensive de la Ceinture Pétrolifère de l'Orénoque, Ciudad Bolívar est une cité historique en déclin dont le patrimoine est aujourd'hui en péril, faute de volonté politique et d'une prise de conscience de sa valeur s'appuyant sur un sentiment d'appropriation collective.

Vers une approche inclusive du patrimoine urbain de Ciudad Bolívar

- 2 La notion de patrimoine urbain englobe les édifices monumentaux et l'architecture banale qui les entoure. « *Loin d'être la somme de différents monuments pris isolément, l'ensemble urbain est une trame serrée composée d'édifices mineurs et majeurs, qui s'expliquent et se complètent les uns les autres... C'est l'ensemble qui a une grande valeur par sa cohérence, due à la règle commune qui a présidé à l'édification et qui détermine l'implantation et le gabarit...* » (Vernières et al., 2012). Certains éléments naturels confèrent au paysage urbain des caractéristiques particulières auxquelles une importance croissante est accordée dans les approches patrimoniales, parce que cela témoigne des interactions entre les sociétés humaines et leur milieu naturel. Sise sur un promontoire rocheux au pied duquel s'écoule l'Orénoque, Ciudad Bolívar est indissociable de la nature tropicale, du fleuve, des histoires et des légendes qu'il charrie. Mais le centre historique n'a pas fait l'objet d'une valorisation intégrale de son patrimoine, hormis quelques musées et auberges aménagées dans des bâtisses coloniales. Il s'agit donc d'un patrimoine dormant, alors que la municipalité est dans l'incapacité de résoudre de nombreux problèmes faute d'avoir su mobiliser cette ressource territoriale en sommeil, pour en faire un instrument de développement économique et social.

Les composantes du patrimoine urbain



Vernières *et al.*, 2012, p. 36.

- 3 L'équipe pluridisciplinaire du GEMDEV « Patrimoine et Développement » a croisé plusieurs approches pour cerner les diverses composantes du patrimoine urbain en vue d'une évaluation par la soutenabilité. Son caractère multidimensionnel « recouvre quatre dimensions ou types d'actifs sur un même territoire : le capital physique et technique (économique au sens étroit du terme), le capital humain et social, le capital naturel et le capital culturel » (Vernières, 2009). Toutes sont interdépendantes et constituent des ressources inhérentes au territoire dans lequel elles sont ancrées, encore faut-il qu'elles soient activées pour devenir une source de revenus sur la base d'une prise de conscience collective de leur valeur et d'une mobilisation des acteurs en fonction d'une demande. La qualification des biens et services produits dans ce contexte vise alors à faire reconnaître leur valeur patrimoniale aux yeux des visiteurs, sans que celle-ci soit fongible dans le transfert marchand (Landel, Senil, 2009).

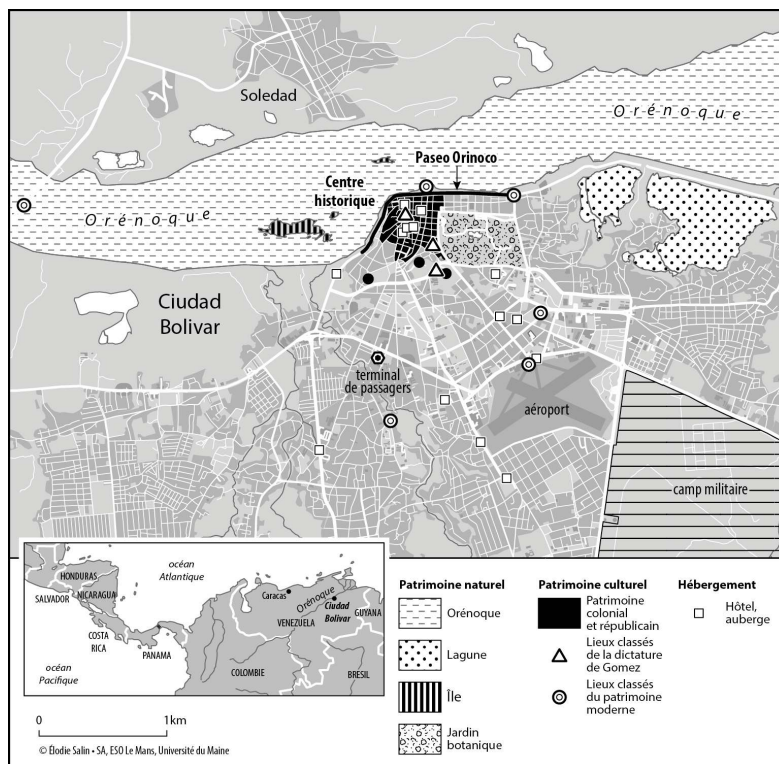
Un patrimoine naturel en résonance avec « l'esprit du lieu »¹

- 4 Après avoir été déplacée à plusieurs reprises, la ville de Santo Tomé a été établie de façon définitive en 1764 sur un site remarquable à l'endroit où le fleuve Orénoque est le plus étroit. Connue dès lors sous le nom de Santo Tomás de la Nouvelle Guyane ou Angostura de l'Orénoque, la ville prendra en 1846 le nom du Libérateur Simon Bolívar pour devenir Ciudad Bolívar. Elle porte donc à travers ses différentes appellations la marque de son implantation géographique et de son histoire, mais le plus étonnant est la façon dont les habitants se sont appropriés les éléments de leur environnement naturel, en adaptant leurs constructions au dédale de rochers du quartier du Zanjón ou en ayant le regard rivé sur l'Orénoque et la pierre du milieu (« *Orinocomètre* ») pour mesurer les variations du

niveau du fleuve rythmant leur vie au gré des crues et des basses eaux qui reviennent chaque année.

- 5 Le cadre naturel a contribué à façonner l'identité locale et influence l'esprit des lieux, qui résulte d'un incessant va-et-vient entre les processus naturels et leur explication mythologique ou symbolique – comme en témoigne la légende transmise par les indigènes selon laquelle les crues de l'Orénoque sont dues à un serpent à sept têtes (le « monstre du fleuve ») qui aspire d'énormes quantités d'eau pour ensuite les rejeter. D'autres espèces animales, bien réelles, constituent un patrimoine menacé (dauphin d'eau douce) ou en voie de disparition (crocodile de l'Orénoque, lamantin). Le jardin botanique, où sont conservées de nombreuses variétés d'arbres, plantes et arbustes de la flore guyanaise, de même que les lagunes del Medio et de los Francos, font aussi partie du patrimoine urbain dans la mesure où ces lieux ont été intégrés dans les pratiques de la population (promenade, pêche), malgré un mauvais entretien et l'insécurité qui prévaut dans leurs parages.

Carte du patrimoine urbain de Ciudad Bolívar



Un patrimoine historique et culturel en évolution

- 6 Avant l'arrivée des Espagnols les rives de l'Orénoque étaient occupées par divers groupes indigènes, comme en attestent de nombreux pétroglyphes et gisements archéologiques. Puis, à l'époque coloniale, Santo Tomás a été un poste de défense avancé sur le fleuve défendu par des ouvrages de fortification militaire, dont il subsiste des vestiges remaniés ultérieurement (fortin El Zamuro). Les premières constructions civiles s'organisent autour de la cathédrale, où l'on retrouve des édifices tels que la maison du Congrès d'Angostura où fut proclamée en 1819 la Constitution de la Grande Colombie, le Palais du

Gouverneur, la maison du *Courrier de l'Orénoque* (créé par Simon Bolívar pour diffuser les idées émancipatrices). D'autres bâtiments publics, des maisons de commerce et des demeures patriciennes, construites durant la période républicaine, complètent la configuration du centre historique où se combinent plusieurs styles architecturaux : le style espagnol à terrasse et patio prévaut dans la partie haute de la ville, tandis que les constructions de la partie basse sont de style antillais à l'image des anciennes maisons de commerce à colonnes et galeries implantées sur le Paseo Orinoco, dont la présence rappelle l'activité du port fluvial lorsque les bateaux à vapeur et les goélettes venaient charger leurs cargaisons de caoutchouc, quina, noix de sarrapia, or ou diamants.

- 7 Selon le chroniqueur officiel de la ville, Américo Fernandez (Fernandez, 2013), Ciudad Bolívar a conservé toutes les traces de ce passé jusqu'au milieu du XX^e siècle, avant que ne s'ouvre une période de déclin qui coïncide avec l'apparition de Ciudad Guayana, la ville du fer et de l'acier, située à une centaine de kilomètres en aval où les eaux du Caroni rejoignent celles de l'Orénoque. Plusieurs maisons du centre historique, délaissées par leurs propriétaires et habitants, ont alors été remodelées ou ont cédé la place à des constructions modernes. Mais le patrimoine culturel de Ciudad Bolívar s'est encore enrichi au XX^e siècle avec l'apport d'artistes contemporains, parmi lesquels émergent quelques figures de proue comme Jesús Soto, un maître de l'art cinétique qui a légué à sa ville de naissance plusieurs œuvres rassemblées dans un Musée d'Art Moderne, dont la conception est due à Carlos Raúl Villanueva, pionnier et représentant de l'architecture moderne au Venezuela. Aujourd'hui encore des peintres, des sculpteurs et autres artistes plasticiens continuent à laisser leur trace dans la ville comme témoignage pour les générations futures.

Identification du patrimoine urbain à travers sa dimension humaine et sociale

- 8 En tant que construction intellectuelle correspondant à un système de représentations qui changent selon les époques et les groupes sociaux, le patrimoine urbain peut résulter de deux processus d'identification qui tendent parfois à coïncider : par désignation, comme c'était le cas par le passé pour les biens figurant sur la liste du patrimoine mondial et, de plus en plus, par appropriation collective avec le risque d'une confiscation par un groupe social particulier (Vernières, 2012). À Ciudad Bolívar aucune des deux formes d'identification ne s'est concrétisée jusqu'à présent. La ville conserve en son sein un noyau social organisé autour des élites traditionnelles et des nostalgiques d'un passé plus reluisant, attachés à leur histoire et à leur patrimoine mais, avec le temps, la plupart d'entre eux ont disparu ou ont abandonné le centre historique. Plusieurs indices, comme la dégradation de maisons devenues inhabitables ou l'usage de certains édifices pour des fonctions administratives, conduisent à penser que cette zone patrimoniale continue à perdre des habitants, tandis que de nouveaux occupants d'origine arabe ont transformé en bazars les anciennes maisons de commerce du Paseo Orinoco. Cependant, l'enracinement relatif de populations plus modestes correspond aussi à une réalité dans certains quartiers surplombant le fleuve, tels que le Zanjón ou Perro Seco, dont les premiers habitants avaient participé à la construction du centre historique.
- 9 La ville possède plusieurs fondations ou cercles culturels (musique, danse, théâtre, arts plastiques, poésie) qui témoignent de l'existence d'une culture populaire foisonnante, mais la mobilisation citoyenne pour la sauvegarde du patrimoine architectural urbain n'a

guère été active jusqu'à la relance récente de la candidature de la ville à la Liste du Patrimoine Mondial de l'Unesco. De telles initiatives ne sont pas à l'abri des récupérations politiques, comme c'est le cas actuellement à travers l'action des conseils communaux mis en place sous la Présidence d'Hugo Chávez, qui tendent à se substituer aux associations de voisins. Dans l'attente d'une union des forces vives de la société civile locale aux côtés des pouvoirs publics, en vue de la réhabilitation du centre historique, celui-ci continue à se dégrader avec des bâtiments menacés de ruine, des friches en expansion et des services urbains déficients.

Patrimoine et développement urbain en quête de soutenabilité économique

- 10 Il s'agit ici d'apprécier non seulement la valeur symbolique du patrimoine urbain, mais aussi sa valeur d'usage en fonction des services pouvant être comptabilisés en termes monétaires. Cette dimension économique regroupe des actifs physiques constitués par les immeubles, les infrastructures, les équipements collectifs et les fonds de commerce, ainsi que des flux de services rémunérés liés aux activités engendrées par les structures productives du centre historique – y compris les actifs culturels qui peuvent être à l'origine de revenus particuliers (Throsby, 2012).
- 11 Si les bâtiments historiques ayant fait l'objet d'un classement spécifique sont bien entretenus, plus spécialement ceux situés à proximité de la place où s'élève la cathédrale, plusieurs maisons anciennes du centre historique sont en mauvais état, voire menacées de ruine. La dégradation du patrimoine naturel se manifeste par la contamination des lagunes et du fleuve où sont déversées directement les eaux usées en l'absence de station d'épuration, tandis que le jardin botanique est régulièrement inondé à cause d'un système de drainage défaillant lors des fortes pluies. D'une façon générale, les réseaux d'infrastructures et les services publics (eau, assainissement, collecte des déchets, distribution d'électricité, transports) présentent de nombreuses déficiences, auxquelles viennent s'ajouter des problèmes liés à l'insécurité.
- 12 Les activités tertiaires sont largement prépondérantes à Ciudad Bolívar, avec des fonctions administratives liées à son statut de capitale de l'État Bolívar et des fonctions universitaires (près de 40 000 étudiants inscrits dans quatorze institutions d'enseignement supérieur). Les commerces traditionnels et informels tendent à se concentrer au pied du centre historique, le long du Paseo Orinoco et dans les rues adjacentes. En revanche, lorsqu'on s'élève vers la partie haute de la ville, les boutiques et les ateliers artisanaux cèdent rapidement la place aux bâtiments administratifs de la municipalité et de la *Gobernación* de l'État Bolívar. Au cours des dernières années, l'occupation des édifices remarquables par des administrations s'est souvent opérée aux dépens de leurs fonctions culturelles, par exemple quand le Centre des Arts et plusieurs bâtiments du quadrilatère historique ont été transformés en dépendances administratives. Le centre historique est ainsi devenu une zone morte après la fermeture des bureaux, désertée par les rares touristes à la nuit tombée. Les auberges du centre historique ne représentent guère plus de 1/10^e de la capacité d'hébergement de Ciudad Bolívar évaluée à 1335 lits marchands, pour des séjours d'une durée moyenne de deux jours (Pirela, Le Gargarsson, 2012). Comme la gratuité est la règle dans les musées et autres sites publics d'intérêt culturel, la valorisation économique du patrimoine demeure plus que modeste.

- 13 Au terme de cette approche multidimensionnelle et inclusive du patrimoine urbain de Ciudad Bolívar, il ressort que celui-ci est fortement dégradé, voire menacé d'abandon. Le problème qui se pose est celui d'un effet de seuil, en deçà duquel sa dépréciation pourrait s'avérer irréversible et sa transmission aux générations futures illusoire.

Obstacles internes au processus de patrimonialisation à Ciudad Bolívar

- 14 Les péripéties du processus de patrimonialisation du centre historique de Ciudad Bolívar mettent en évidence plusieurs contradictions existant aux niveaux politique, économique et culturel. Ces contradictions ont empêché une appropriation collective de ce patrimoine, dans le but de définir les nécessités du présent et du futur à partir d'une reconstruction du passé, en utilisant les ressources patrimoniales comme un instrument au service d'une requalification des lieux, avec la possibilité d'incorporer de la valeur ajoutée aux produits et aux services associés.

Historique des tentatives de patrimonialisation à Ciudad Bolívar

- 15 Certains édifices ayant une valeur historique avaient déjà été déclarés monuments nationaux quand l'Assemblée Législative de l'Edo Bolívar a manifesté son intérêt pour la conservation du patrimoine avec la création de l'Ircopahidec en 1975². Le pouvoir central a été sollicité à cette époque par le Gouverneur Roberto Arreaza pour assumer sa part de responsabilité face à l'ampleur du projet de réhabilitation du centre historique de Ciudad Bolívar, qui a été déclaré presque simultanément patrimoine régional (décret n° 314, 8/4/76) et monument historique national (Gazette officielle n° 31 017, 7/7/76). Dix ans plus tard, en 1986, le gouverneur de l'État Bolívar a signé une convention avec l'Institut de Coopération Ibéroaméricaine, qui avait manifesté son intérêt pour intervenir dans la réhabilitation de plusieurs centres historiques à l'occasion du cinquième centenaire de la découverte des Amériques. Le diagnostic effectué à cette occasion a recensé dans le centre historique de Ciudad Bolívar 1 208 immeubles, parmi lesquels 16 % d'édifices originels intacts, 33 % présentant des altérations importantes et 51 % remplacés par des constructions récentes. Une revitalisation intégrale de cet ensemble urbain a été alors entreprise, en liaison avec la création d'un Office Technique du Centre Historique et l'adoption de réglementations en vue de sa protection par la municipalité de Heres. Cette politique a été financée par la coopération espagnole qui a injecté plus de deux millions d'euros dans l'opération jusqu'en 1995. Parmi les chantiers entrepris à cette époque, se détachent la récupération du Mirador et des édifices à galeries sur le Paseo Orinoco, ainsi que le projet de transformation du Zanjón en parc urbain avec un programme de maisons sociales pour reloger les familles vivant dans des conditions précaires. Des crédits préférentiels ont aussi été négociés avec l'INAVI (Instituto Nacional de la Vivienda) pour que les résidents puissent procéder à la restauration de leurs demeures dans le centre historique (Cerrillos, 1989).
- 16 Si le processus de revitalisation du centre historique de Ciudad Bolívar a été initié sur ces bases, il n'a pu être mené à son terme car des dissensions sont assez vite apparues entre les différents partenaires, à cause d'un manque de continuité dans la gestion administrative du programme de réhabilitation. L'appui politique apporté par le nouveau

gouverneur Andrés Velásquez aux architectes du courant moderniste, qui préconisaient une architecture de contraste, entraîna la fin de la coopération espagnole et la suspension des financements. Par ailleurs, la mise en sommeil de l'Office Technique du Centre Historique a ouvert la voie à des initiatives mettant à profit les friches urbaines et les démolitions de maisons pour construire des édifices en rupture avec l'architecture traditionnelle, à l'image du théâtre inachevé de sept étages adossé à l'ancien Centre des Arts situé sur la place Miranda. Cela a été rendu possible par les lacunes de la Loi de Protection et de Défense du Patrimoine Culturel (Gazette Officielle n° Ext 4 623, 3/9/93), dont la promulgation a coïncidé avec la création de l'Institut du Patrimoine Culturel (IPC) comme organe national de protection. Cette loi s'est avérée incapable de garantir la conservation des édifices ayant une valeur architecturale ou historique, certains aspects particuliers devant faire l'objet de réglementations locales spécifiques (Vásquez & Pérez, 2002). Le rôle de supervision de l'IPC, pour les programmes de planification et de développement (art. 34) et de régulation des activités et des constructions (art. 33), ne peut être envisagé qu'en collaboration avec les autorités locales et régionales. Cela s'inscrit théoriquement dans le sens de la Réforme Partielle de la Loi Organique de Décentralisation, Délimitation et Transfert de Compétences du Pouvoir Public (Gazette Officielle, n° Ext 37753, 14/8/2003), stipulant que la culture, la conservation des œuvres et monuments de valeur historique ou artistique, ainsi que la protection de l'environnement, sont des compétences partagées entre les trois niveaux de pouvoir. Dans la réalité, les divisions politiques et les failles de la législation en matière de conservation ont permis aux autorités régionales et municipales d'agir à leur guise (ou plus souvent encore de ne pas agir...) dans les centres urbains historiques sous leur juridiction.

- 17 À la lumière de ce qui précède, la conservation et la valorisation d'un patrimoine collectif ne peuvent être garanties, quand cette responsabilité se trouve exclusivement entre les mains des politiciens et des architectes ou quand on privilégie une approche qui ne prend pas en compte les préoccupations des résidents. L'habitant, enraciné dans sa ville, doit aussi contribuer à la conservation des lieux de mémoire constitués par les centres historiques. Inversement, la valorisation patrimoniale de ces lieux est à même de renforcer les identités locales et de soutenir économiquement les populations qui y résident.

Une conscience patrimoniale limitée par le contexte de crise urbaine

- 18 Dans le contexte de crise urbaine que connaît Ciudad Bolívar avec un déficit quantitatif et qualitatif de logements estimé à 21 000 unités en 2006 (pour une population totale de 350 000 habitants), des services publics déficients et une proportion d'emplois formels de 55 % en 2010 (pour un taux de chômage de 11,3 % au sein de la population active) (Municipio Heres, 2011³), la sauvegarde du patrimoine architectural ne représente qu'une petite partie de la problématique urbaine et seulement un des aspects de la problématique du centre historique. Sa revitalisation nécessite une amélioration des services de base à l'échelle de la ville (électrification, voirie et transport, assainissement et drainage) et la promotion d'activités conformes aux traditions locales, susceptibles de retenir la population établie depuis plusieurs générations en ces lieux et d'impulser une nouvelle dynamique socio-économique. Il est donc indispensable d'associer les communautés locales aux projets de développement social et urbain en tenant compte de leur opinion, dans la mesure où elles sont les plus à même de faire connaître leurs

besoins. Les ateliers SIRCHAL (Séminaires Internationaux pour la Revitalisation des Centres Historiques en Amérique Latine et dans la Caraïbe) organisés en 2003 à Ciudad Bolívar, dans le cadre du lancement de sa candidature à la liste du Patrimoine Mondial avaient insisté sur la nécessité d'un plan de gestion pour la « socialisation du paysage culturel » (Ateliers SIRCHAL, 2003). Une capacité d'écoute limitée des organismes gouvernementaux vis-à-vis des communautés locales a été identifiée à l'issue des ateliers, alors qu'une appropriation sociale du patrimoine est requise pour garantir sa conservation et sa valorisation, en même temps qu'elle constitue un préalable pour un développement socio-économique au service de la population concernée. Le classement sur la liste du patrimoine mondial ne peut être qu'un préambule et un levier pour une politique urbaine plus cohérente, non une fin en soi.

Les effets destructeurs de la « culture » du pétrole au Venezuela

- 19 La perception et l'appropriation collective du patrimoine est entravée par les problèmes de gestion urbaine, mais il y a un autre phénomène qui contribue à dénaturer la perception des héritages du passé dans le cas particulier du Venezuela : le choc des cultures provoqué par l'irruption et l'expansion de l'économie pétrolière dans un des pays les moins avancés sur la voie du progrès en Amérique latine au début du XX^e siècle. La diffusion de la « culture » du pétrole à partir des campements et des villes pétrolières, comme une culture de conquête, a souvent fait table rase des survivances du passé et des cultures créoles (Rodolfo Quintero, 1985). Du point de vue de l'architecture urbaine, cela a ouvert la voie à une nouvelle ère de la construction, de fer et de béton, avec une superposition des valeurs verticales et horizontales. En remplaçant la demeure de type patriarcal par des quartiers privés (prototype du camp pétrolier) et des gratte-ciel dans les métropoles, ces constructions ont affecté les relations interpersonnelles et remodelé les valeurs de la population, avec une adaptation des individus au nouveau type de logement imposé par la « culture » du pétrole et la transformation de leur mode de vie. Il semblerait que cette culture importée n'ait pu remplir les fonctions attribuées par Benedetto Croce aux cultures historiques qui « ont pour finalité de maintenir vivante la conscience que les sociétés humaines ont de leur propre passé, c'est-à-dire d'elles-mêmes ; de leur fournir ce dont elles ont besoin pour suivre le chemin qu'elles ont choisi, en mettant à profit ce qui peut leur servir dans le futur » (Croce, 1979). Jusqu'à une époque récente Ciudad Bolívar avait échappé à ces transformations et conservait la mémoire d'un passé révolu où plongent les racines d'une société vénézuélienne ayant perdu ses repères. Mais, après être longtemps restée à l'écart des dynamiques pétrolières, celles-ci se manifestent aujourd'hui à ses portes avec l'intensification de l'exploitation de la Ceinture Pétrolifère de l'Orénoque.

Ciudad Bolívar et les rives de l'Orénoque, un paysage culturel crédible et représentatif pour l'UNESCO ?

- 20 C'est dans ce contexte, sans véritable programme pour freiner le processus de détérioration du centre historique, que le gouverneur Antonio Rojas Suarez a voulu promouvoir en 2002 la candidature de Ciudad Bolívar comme Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Il faut maintenant vérifier si les caractéristiques de Ciudad Bolívar coïncident

avec les critères de classification de l'UNESCO, en précisant dans quelle catégorie postuler et avec quels ajustements.

L'UNESCO à la recherche d'un équilibre sur la Liste du Patrimoine Mondial

- 21 Il existe une liste principale des biens inscrits au patrimoine mondial qui englobe aujourd'hui 1007 sites. Une liste secondaire ou liste indicative regroupe quant à elle 1638 sites, dont la candidature a été proposée par 173 États parties. La sélection des biens inscrits s'est faite sur la base d'une déclaration de leur valeur universelle exceptionnelle, construite à partir de critères (culturels et naturels) définis en 1978 par les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial* (Djament-Tran, Fagnoni, Jacquot, 2012). Mais les critères ont évolué et ont été révisés en 2003, en intégrant une dimension évolutive et vivante du patrimoine, une volonté de mieux prendre en compte le patrimoine vernaculaire, immatériel et les communautés locales. Les six premiers critères sont des critères culturels évalués par l'ICOMOS (Conseil international des monuments et des sites) dans les actes de candidature. Les quatre critères suivants relèvent du patrimoine naturel et sont évalués par l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature). Les relations entre nature et culture s'affirment de plus en plus et les frontières entre les deux catégories tendent à disparaître, comme dans la catégorie des paysages culturels créée en 1992 à laquelle postule Ciudad Bolívar.
- 22 Les chances de classement dépendent tout d'abord de la valeur des sites et s'inscrivent également, depuis 1994, dans le cadre d'une *Stratégie globale pour une liste du patrimoine mondial crédible, équilibrée et représentative*. Les recommandations successives de l'UNESCO, de l'ICOMOS et de l'UICN, tendent à rééquilibrer la liste pour plus de représentativité à la fois régionale et typologique. L'objectif est de combler les lacunes en fonction des types de biens (biens naturels, biens mixtes, paysages culturels ou biens transfrontaliers...), de leurs caractéristiques chronologiques (selon la période considérée) et géographiques, en favorisant les initiatives d'inscription sur la liste indicative de catégories et de zones encore sous-représentées comme l'Afrique, le Pacifique ou la Caraïbe.
- 23 L'Amérique latine présente un déséquilibre au niveau des types de biens classés, avec une surreprésentation des villes coloniales due aux modalités de la colonisation espagnole, à l'origine de la création de nombreuses villes sur le continent – le Mexique comptant à lui seul un tiers des ensembles urbains classés en Amérique latine dans cette catégorie. Les biens archéologiques sont également bien représentés dans la région andine et en Amérique centrale. Les paysages ruraux apparaissent de manière plus récente à travers le classement des trois premiers paysages culturels latino-américains qui se réfèrent à des traditions agro-pastorales (Plantations de tabac et de café à Cuba, Quebrada de Humahuaca en Argentine). Les paysages culturels à dominante urbaine sont encore peu représentés et, de fait, plus récemment avec l'inscription de Rio de Janeiro en 2012.
- 24 Le Venezuela compte seulement trois biens classés sur la liste du patrimoine mondial : deux biens culturels (*Coro et son port*, inscrit en 1993 et sur la liste du patrimoine en péril depuis 2005 ; la *Cité Universitaire de Caracas*, inscrite en 2000) et un bien naturel (le *Parc National Canaima*, inscrit en 1994). À cela s'ajoutent les trois biens de la liste provisoire au titre de laquelle figurent la *ville de La Guaira* (depuis 1999), l'*Hacienda Chuao* (plantation postulant comme paysage culturel depuis 2002) et *Ciudad Bolívar et les rives de l'Orénoque*

(depuis 2003). Cette dernière candidature, qui concourt dans la catégorie encore récente et sous-représentée des paysages culturels, semble pertinente par rapport aux critères politiques de représentativité et d'équilibre de l'UNESCO, d'autant plus que le Venezuela se positionne parmi les pays ayant le moins de sites inscrits en Amérique latine.

Étapes de l'inscription, mécanismes et blocages institutionnels

- 25 Le cas de *Ciudad Bolívar et les rives de l'Orénoque* est représentatif d'une situation assez courante suite à son inscription sur la liste indicative, avec une candidature qui reste bloquée au niveau de cette première étape depuis plus de dix années. Les raisons données à cela par la Délégation du Venezuela à l'UNESCO sont à la fois diverses et relativement floues⁴. L'inscription sur la liste indicative est un passage obligatoire qui filtre les demandes, l'issue n'étant jamais écrite à l'avance. Cette temporalité de l'attente et du mûrissement de la candidature, en phase avec le processus de patrimonialisation, joue normalement un rôle mobilisateur pour les différents acteurs qui n'a pas fonctionné dans le cas de Ciudad Bolívar. Si la déception des porteurs du projet a contribué à les démobiliser, cela ne peut s'expliquer sans évoquer aussi l'absence de volonté politique qui s'est traduite par un désintérêt institutionnel. Il est aussi possible d'invoquer le manque de compétences techniques locales pour constituer un dossier plus solide et le manque de moyens financiers de l'IPC, en charge de la conservation et de la promotion du patrimoine sous la tutelle du ministère de la Culture. Mais les conflits récurrents entre la municipalité de Heres et la *Gobernación* de l'Edo Bolívar constituent sans doute un facteur déterminant pour comprendre l'absence d'initiatives concertées visant à réactiver cette candidature depuis Ciudad Bolívar.
- 26 Suite à l'inscription de Ciudad Bolívar sur la liste indicative du patrimoine mondial en 2003, les organismes consultatifs (UICN, ICOMOS) ont signalé plusieurs points faibles dans le dossier de candidature et notifié les améliorations à apporter pour renforcer sa qualité, en permettant à l'État partie la possibilité d'obtenir une aide financière au titre de l'assistance préparatoire. La demande d'assistance, de 25 000 USD, pour le montage des dossiers n'a pas abouti dans le cas de Ciudad Bolívar puisque l'État partie n'a pas suivi ces recommandations (UNESCO, 2009). L'analyse détaillée des demandes d'assistance soumises et octroyées par l'UNESCO depuis les années 1970 permet de les répartir en trois catégories : les assistances préparatoires, les assistances de conservation (dédiées aux pays les moins riches) et les assistances d'urgence pour les biens de la liste du patrimoine en péril. Le Venezuela apparaît en fin de liste pour le nombre de demandes faites et les montants affectés, avec seulement quatre demandes d'assistance acceptées, qui concernent toutes le Parc National Canaima pour un montant de 60 000 USD. Ceci est dérisoire par rapport aux pays les mieux dotés par le Fonds du Patrimoine Mondial en Amérique latine : avec 54 demandes d'assistance acceptées en moyenne, le Costa Rica, l'Équateur, le Brésil et le Pérou ont bénéficié chacun d'un financement approximatif d'un million de USD. Cela tend à démontrer le désintérêt du Venezuela pour la conservation, la promotion et la valorisation de son patrimoine.
- 27 Quelques explications de fond ont été mises en évidence, mais il y a d'autres éléments plus conjoncturels à considérer. Une candidature à la liste du patrimoine mondial est souvent portée par des leaders dont la pérennité sur le devant de la scène politique n'est pas assurée et le manque de suivi des dossiers, tant au niveau local qu'à celui de la représentation à l'UNESCO, explique sans doute la stagnation de la demande de Ciudad

Bolivar jusqu'à une date récente. Mais, depuis février 2013, le processus de relance de la candidature frémit à nouveau. Le succès de l'inscription des Diablos Dansants de Corpus Christi sur la liste du patrimoine immatériel, en 2012, a suscité une émulation collective pour promouvoir le patrimoine vénézuélien. Sous l'impulsion de l'IPC et du cabinet en charge de la culture au niveau de l'Edo Bolivar, relayés par les conseils communaux de Ciudad Bolivar, un réseau d'associations pour la défense de l'architecture urbaine patrimoniale est en voie de formation, tandis qu'une « équipe de travail a été constituée pour réaliser un plan de gestion et de développement soutenable de la ville, à travers la socialisation de son centre patrimonial »⁵. Ce n'est pas la première fois que ce type d'initiative survient sans parvenir à ses fins, en raison d'un manque de coordination entre les différents acteurs : il reste à voir comment va s'opérer la convergence avec le Plan de Développement Urbain Local (PDUL) en cours d'élaboration par la Municipalité de Heres, actuellement sous le contrôle de l'opposition aux pouvoirs central et régional.

Quel destin pour la candidature de Ciudad Bolívar comme patrimoine mondial ?

28 Les caractéristiques de *Ciudad Bolívar et les rives de l'Orénoque*, combinant un patrimoine historique et architectural remarquable et un environnement naturel exceptionnel (bien que dégradés), positionnent la candidature de manière plutôt favorable par rapport à la politique de rééquilibrage de l'UNESCO. Parmi les sept critères retenus dans le dossier de Ciudad Bolivar pour justifier son inscription (4 critères culturels et 3 naturels), il apparaît souhaitable de focaliser l'attention sur les plus pertinents pour consolider l'argumentation autour de la notion de paysage culturel et de centre de diffusion de l'idéal bolivarien en Amérique latine.

- Le critère culturel v, souligne le caractère de bien mixte de *Ciudad Bolívar sur les rives de l'Orénoque* où la tradition d'implantation humaine sur des promontoires rocheux situés en bordure du fleuve est révélatrice d'une interaction prolongée avec l'environnement et d'une vulnérabilité face aux risques de changements irréversibles.
- Le critère naturel viii, illustre les étapes de formation de la terre à l'origine de la zone de contact entre l'affleurement du craton guyanais, sur lequel Ciudad Bolivar est établie, et les sédiments qui recèlent les plus grandes accumulations d'hydrocarbures de la planète.
- Le critère culturel iv, de très loin le plus utilisé (519 sites) permet de relier les traces archéologiques, les lieux historiques et le paysage urbain de Ciudad Bolivar avec les grandes périodes de l'histoire, des premières implantations indigènes jusqu'à l'ouverture de la ville à la modernité.
- Le critère culturel vi, à relier au critère précédent, renvoie au rôle de Ciudad Bolivar dans la diffusion des idéaux indépendantiste et intégrationniste lors du Congrès d'Angostura et de la proclamation de la Grande Colombie (1819), dont l'écho est encore perceptible en Amérique latine.

Photomontage sur le quartier du Zanjón



© Gaëlle Maguet

- 29 Une implication des populations locales dans le processus de patrimonialisation est aussi exigée par l'UNESCO. Si l'initiative impulsée récemment par l'IPC pour relancer la candidature de Ciudad Bolívar s'efforce de mobiliser les citoyens en s'appuyant sur les conseils communaux, la politisation du processus risque de marginaliser plusieurs acteurs locaux au lieu de privilégier la recherche d'un consensus, alors que la Commission Permanente pour le Développement Harmonieux de Ciudad Bolívar et de ses environs (COPDACBI), mise en place par la Municipalité de Heres, a déjà défini des orientations générales en vue de l'élaboration d'un Plan de Développement Urbain Local (PDUL) sur la base d'un diagnostic participatif. Le tourisme a été identifié comme principale option de développement pour la ville, sans qu'une véritable stratégie touristique ait été entérinée dans le cadre d'une co-construction avec le processus de patrimonialisation et le développement social urbain. Face aux priorités liées à la gestion des services urbains de base (70 % du budget), des services sociaux (19 % du budget) et de l'habitat (10 % du budget), les ressources affectées par la Municipalité aux directions de la Culture et du Tourisme sont insignifiantes (1 % du budget)⁶. Il n'empêche que la réhabilitation du centre historique et du Paseo Orinoco figure comme un des objectifs du Plan Municipal de Développement, avec la volonté affichée de stimuler la participation sociale (Municipio Heres, 2011). Certains projets innovants qui s'appuient sur la mobilisation des communautés locales ont pu voir le jour, comme dans la zone du Zanjón où l'exposition permanente d'œuvres d'art a engendré une dynamique participative qui vise à transformer les habitants de ce quartier en acteurs de la mise en tourisme du centre historique, avec l'appui de la municipalité, des institutions universitaires impliquées dans la formation et des professionnels du secteur touristique. Ce projet illustre la capacité des

populations locales à devenir les ambassadeurs de leur communauté en faisant découvrir au visiteur un espace de vie, où le patrimoine historique conserve un lien avec une culture vivante⁷.

Conclusion

- 30 La candidature de *Ciudad Bolívar et les rives de l'Orénoque* à la liste du patrimoine mondial, comme paysage culturel urbain et évolutif, suit un parcours assez fréquent selon lequel une telle initiative doit être validée sur la liste indicative et relancée aux échelles nationale et locale après ajustement aux critères de l'UNESCO. Cela corrobore l'idée que le processus de patrimonialisation est une construction complexe, multiple, par essence politique et parfois chaotique comme dans le cas de Ciudad Bolívar. Il apparaît aujourd'hui urgent de surmonter les blocages institutionnels et politiques qui ont retardé le sauvetage du centre historique, dans la mesure où les dégradations liées à son abandon et à sa paupérisation ont atteint un seuil critique, mais les décisions politiques doivent aller de pair avec une appropriation collective qui nécessite un approfondissement du travail de sensibilisation et de conscientisation des populations locales.
- 31 Par ailleurs, les documents soumis à l'UNESCO n'ont jamais pris en considération les projets de développement de la Ceinture Pétrolière de l'Orénoque. L'essor à venir de l'exploitation pétrolière dans cette zone et la construction d'installations de conversion des huiles lourdes sur l'autre rive du fleuve, à Soledad, pourraient conduire à reconsidérer le périmètre classé qui incorpore ce petit centre historique dans la demande initiale. Un projet de cette envergure aura nécessairement un impact environnemental sur l'ensemble du bassin inférieur de l'Orénoque, même si ses répercussions sur le plan socio-économique sont encore difficiles à évaluer (Pirela et Ramousse, 2014).
- 32 Il est possible que la consolidation des fonctions tertiaires de Ciudad Bolívar, en relation avec l'implantation de services d'appui à l'activité pétrolière, entraîne l'installation de nouvelles populations. On pourrait même envisager une contribution des entreprises pétrolières à la réhabilitation de certains édifices du centre historique et à la promotion des activités culturelles à travers le mécénat. Le principal défi consiste en effet à freiner la dégradation du patrimoine urbain et à impulser un processus de revitalisation, dans le cadre d'une politique de développement qui intègre les dimensions économiques, sociales et environnementales, pour convertir Ciudad Bolívar en un lieu attractif, aussi bien pour les touristes que pour de nouveaux résidents tirant leurs revenus de l'économie pétrolière. Une dynamique vertueuse pourrait alors s'enclencher sur la base d'une économie résidentielle, en permettant à la ville de récupérer certaines fonctions décisionnelles qui ont migré vers Ciudad Guayana, tout en développant de nouvelles activités commerciales et de service aux personnes. Une telle évolution nécessite l'affirmation d'une volonté politique et une transformation du modèle façonné par la « culture » du pétrole, mais celle-ci est souvent invasive au Venezuela comme tend à le confirmer la volonté de *Petróleos de Venezuela S.A.* de déloger l'Université Nationale Expérimentale de Guyane d'un des édifices les plus emblématiques du centre historique (la « maison des douze fenêtres »), pour y installer ses propres bureaux en procédant à un réaménagement des locaux peu compatible avec une valorisation touristique⁸. À l'image du culte rendu à Bolívar qui, selon l'historien Germán Carrera Damas⁹, a été détourné à leur profit par les dirigeants vénézuéliens, ceux-ci s'approprient un patrimoine collectif pour célébrer la toute puissance de l'État pétrolier bolivarien, alors que la dégradation de

la situation économique et politique du pays rend encore plus improbable la sauvegarde du patrimoine urbain de Ciudad Bolívar face à la nécessité d'accélérer la mise en valeur de la Ceinture Pétrolière de l'Orénoque.

BIBLIOGRAPHIE

- CERRILLOS María Luisa, 1989, « Programa de revitalización integral de centros históricos de Iberoamérica », *Informes de la Construcción*, vol. 41, n° 403.
- CROCE Benedetto, 1979, « La historia como hazaña de la libertad », *Fondo de Cultura Económica*, México.
- DAVEZIES Laurent, 2009, « L'économie locale résidentielle », *Géographie, Économie, Société*, vol. 11, p. 47-53.
- DJAMENT-TRAN Géraldine, FAGNONI Édith, JACQUOT Sébastien, 2012, « La construction de la valeur universelle exceptionnelle dans la valorisation des sites Patrimoine mondial, entre local et mondial », in Laurent Bourdeau, Maria Gravari-Barbas, Mike Robinson, 2012, *Tourisme et patrimoine mondial*, Presses Université Laval, p. 217-234.
- FERNÁNDEZ Américo, 2013, blog : *El Casco Histórico, centro urbano fundacional de Ciudad Bolívar*, www.elcascohistorico.blogspot.fr/2013_02_01_archive.html
- LANDEL Pierre-Antoine, SENIL, Nicolas, 2009, « Patrimoine et territoire, les nouvelles ressources du développement », *Développement Durable et Territoires, dossier 12 : Identités, patrimoines collectifs et développement soutenable*, 14 p., <http://developpementdurable.revues.org/index7563.html>
- MUNICIPIO HERES, 2011, *Plan Municipal de Desarrollo "PMD", 2011*, Documento, Municipio Heres.
- PÉNÉ-ANNETTE Anne, PIRELA Arnoldo, RAMOUSSE Didier, 2012, « El Proyecto Socialista Orinoco : un nuevo territorio vinculado a la explotación petrolera en Venezuela » in *Cuadernos del CENDES*, año 29, n° 80, p. 1-45, <http://mcendesweb.cendes.ucv.ve/cendesphp/pdfs/revista80/p1.pdf>
- PIRELA Arnoldo, RAMOUSSE Didier, 2014, « Stratégie pétrolière du Venezuela : la Ceinture Pétrolière de l'Orénoque au service de la Révolution Bolivarienne ? », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 90, p. 129-146 (sous presse).
- PIRELA Arnoldo, LE GARGASSON Christine, 2012, *Formalización de una estrategia de desarrollo turístico para Ciudad Bolívar (Municipio Heres)*, Rapport MaHoC / LIA, 43 p.
- QUINTERO, Rodolfo, 1985, *La cultura del petróleo*, Universidad Central de Venezuela, Caracas, FACES, 51 p.
- SIRCHAL Ateliers, 2003, *Socialización del patrimonio cultural de Ciudad Bolívar en la Angostura del Orinoco*, Informe final, octobre de 2003, www2.archi.fr/SIRCHAL/atelierexpertise/ciudadbolivar/Informefinal.pdf
- THROSBY David, 2012, « Heritage economics : a conceptual framework », in G. Licciardi, R. Amirtahmasebi (ed.), *The economics of uniqueness*, Urban Development Series, The World Bank, p. 45-74.

UNESCO, 2009, *Patrimoine mondial*, Trente-troisième session, Séville, Espagne, <http://whc.unesco.org/archive/2009/whc09-33com-INF15f.pdf>

VÁSQUEZ Ileana, PÉREZ Francisco, 2002, *Ciudad Bolívar : centro histórico, legislación y gestión*, ICOMOS Venezuela, <http://portal.manizales.unal.edu.co/modules/ununesco/admin/archivos/ciudadbolivarcentrhistoricoylegislacion.pdf>

VERNIERES Michel (coord.), 2012, *Méthodologies d'évaluation économique du patrimoine urbain : une approche par la soutenabilité*, AFD, Paris, 213 p.

NOTES

1. La notion « d'esprit des lieux » est une notion reconnue par l'UNESCO et l'ICOMOS qui en fait la valeur fondatrice des hauts lieux du patrimoine en référence aux génies, à la fois gardiens et expressions des lieux de l'Antiquité. L'esprit du lieu est défini comme étant « constitué d'éléments matériels (sites, paysages, bâtiments, objets) et immatériels (mémoires, récits oraux, documents écrits, rituels, festivals, métiers, savoir-faire, valeurs, odeurs), qui servent tous de manière significative à marquer un lieu et à lui donner un esprit », (http://quebec2008.icomos.org/fr/99_introblog.htm) (Jean-Pierre Thibault (coord.), *Petit traité des Grands Sites, Réfléchir et agir sur les hauts lieux de notre patrimoine*, Actes Sud/ICOMOS France, 2009 et *Déclaration de Québec sur la sauvegarde de l'esprit du lieu*, adoptée par l'ICOMOS en 2008).
2. Institut pour la Sauvegarde, la Conservation du Patrimoine Historique et le Développement Culturel de l'Edo Bolívar.
3. Le « Plan Municipal de Desarrollo » du Municipio Heres, 2011, est un outil de planification pour avoir accès au financement du Conseil Fédéral de Gouvernement.
4. Entretien avec S.E. Mme Luisa Rebeca Sanchez Bello, Ambassadeur, Représentant Permanent du Venezuela auprès de l'UNESCO (Paris, avril 2013).
5. Propos du Président de l'IPC rapportés dans *Prensa Web RNV*, *Febrero de 2013*, <http://www.rnv.gob.ve>
6. Données de la COPDACBI (2010).
7. *Diario El Progreso*, 22/8/2010.
8. *Correo del Caroni*, « La joya que PDVSA quiere arrebatarle a la UNEG », Ciudad Bolívar, 24/11/2013.
9. Germán Carrera Damas, « El culto a Bolívar », Alfa Grupo Editorial, 2003.

RÉSUMÉS

Depuis 2003 Ciudad Bolívar figure sur la liste indicative du patrimoine mondial. Pour autant, la patrimonialisation et la mise en tourisme se heurtent ici à une certaine indifférence, face à la toute-puissance du pétrole et aux effets pervers d'une économie rentière. Après avoir identifié les différentes dimensions du patrimoine urbain, cet article revient sur les mécanismes de sélection complexes de l'UNESCO de la candidature de *Ciudad Bolívar et les rives de l'Orénoque* comme paysage culturel et sur l'origine des blocages institutionnels et politiques au niveau local.

Paysage culturel en péril, Ciudad Bolívar est pour l'heure une cité historique en déclin confrontée à des problèmes de gestion urbaine et exposée aux pressions liées à une exploitation plus intensive de la Ceinture Pétrolifère de l'Orénoque. Une prise de conscience de la valeur du patrimoine urbain, s'appuyant sur la mobilisation et la participation des populations, pourrait favoriser un sentiment d'appropriation collective propice à un développement urbain durable sur la base d'une économie résidentielle.

Since 2003 Ciudad Bolívar is on the tentative list of World Heritage. However, the heritage and tourism development are faced by a certain indifference towards the omnipotence of oil industry and the adverse effects of a renter economy. After identifying the different dimensions of urban heritage, this article discusses the mechanisms of complex selection of UNESCO's candidacy Ciudad Bolívar and the banks of the Orinoco as a cultural landscape and the institutional local blockages. Cultural landscape in peril, Ciudad Bolívar is now a historic city in decline faced with problems of urban management and exposed to pressures for more intensive exploitation of the Orinoco Belt Oilfield. Awareness of the value of urban heritage, based on the mobilization and participation of the people, could foster a sense of collective ownership conducive to sustainable urban development based on a residential economy.

Desde 2003 Ciudad Bolívar figura en la lista tentativa del patrimonio mundial. Sin embargo, la patrimonialización y la puesta en turismo de este lugar chocan con una pasividad que se explica por el predominio del petróleo y los efectos negativos de una economía rentista que contribuyen a menospreciar otros tipos de recursos. Después de haber identificado las diferentes dimensiones del patrimonio urbano, se analizan los mecanismos complejos de selección de la UNESCO y los obstáculos institucionales y políticos de la candidatura de *Ciudad Bolívar en la Angostura del Orinoco* como paisaje cultural. Paisaje cultural en peligro, Ciudad Bolívar es una urbe histórica en decadencia enfrentada con problemas de gestión urbana y expuesta a las presiones de una explotación más intensiva de la Faja Petrolífera del Orinoco. Una toma de conciencia del valor del patrimonio urbano, apoyada por una movilización de las poblaciones locales, podría favorecer un sentimiento de apropiación colectiva y una activación de este recurso específico, impulsando un desarrollo urbano sostenible basado en una economía residencial.

INDEX

Index géographique : Venezuela

Keywords : cultural landscape, urban planning, UNESCO, world heritage of the humanity, tourism, Venezuela

Mots-clés : paysage culturel, aménagement urbain, UNESCO, patrimoine mondial de l'humanité, tourisme

AUTEURS

ÉLODIE SALIN

ESO-Le Mans UMR CNRS 6590

Université du Maine

elodie.salin@univ-lemans.fr

DIDIER RAMOUSSE

CeMoTeV (Centre d'Études sur la Mondialisation, les Conflits, les Territoires et les Vulnérabilités)

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

didier.ramousse@gmail.com